

CONTEMPORANEA

RECENSIONES

DOI: 10.48255/3035-3181.OAN.2.2025.Rec4

SAMUEL J. HIRST,

Against the Liberal Order: The Soviet Union, Turkey, and Statist Internationalism, 1919-1939, Oxford, Oxford University Press, 2024, 256 p., £ 76.

Si les liens entre l'Union soviétique et la Turquie kémaliste ont fait l'objet de nombreuses études, s'intéressant aux relations diplomatiques, économiques, militaires ou culturelles nouées entre les deux régimes, et à leur proximité idéologique, il est une thématique qui n'avait, à notre connaissance, pas été étudiée de façon méthodique : celle des initiatives communes de l'URSS et de la Turquie sur le terrain de la contestation – théorique et pratique – du libéralisme économique, dès leur origine respective et au moment même où l'une et l'autre étaient engagées dans une lutte pour leur survie : l'URSS face aux forces contre-révolutionnaires et aux interventions militaires étrangères, et la Turquie face à la Grèce dans le conflit de 1919-1923 qui allait aboutir à la déroute grecque et au nouvel équilibre des forces qu'entérinera le Traité de Lausanne de 1923.

L'auteur affirme que la Russie soviétique et la Turquie kémaliste partagent ainsi, au-delà d'un objectif commun de fusion du pouvoir économique et politique (p. 3), une même approche *développementaliste*, axée sur l'industrialisation perçue comme condition déterminante de la puissance sur la scène internationale.¹ Il souligne que peu de gouvernements de l'entre-deux guerres ont autant cherché l'inspiration dans l'expérience soviétique que la Turquie. L'auteur entend ainsi décrire l'histoire d'un *internationalisme étatiste* (p. 6), partant du constat suivant : “we know little about the internationalism that emerged from the Soviet Union's diplomatic and economic engagement with countries like Turkey, Afghanistan, and Iran” (p. 6).

¹ “Having witnessed the Allies' industry-fed successes in the First World War and the collapse of Eurasia's agrarian autocracies, the Bolsheviks and the Kemalists were possessed by a sense of urgency. With more confidence and more fear than their imperial forebears, they claimed that those who wielded state power could apply science to usher communities through the great historical stages, from agricultural primitivism to industrial modernity. Industrialization was not only a precondition of progress but also the determinant of a society's place in the global hierarchy” (p. 3).

L'ouvrage, qui s'appuie sur une abondante documentation primaire à la fois turque et soviétique, décrit les efforts combinés des deux régimes pour contester l'ordre international émergent des grandes conférences de la paix de 1918 – dans le contexte de la mise en place par les Bolcheviks d'une diplomatie anti-impérialiste tournée vers leurs voisins méridionaux et orientaux – et incluant, outre la Turquie, l'Iran (p. 67 sq.) et la Chine (p. 69 sq.) –, et pour développer des initiatives multiples de coopération économique. Celles-ci sont caractérisées par un flux important d'aide soviétique, par le développement des relations commerciales bilatérales (donnant lieu à la conclusion d'un accord commercial bilatéral en 1927, évoquée p. 97-101)², et par la construction en Turquie de nombreuses usines inspirées des réalisations soviétiques, même si elles sont parfois adaptées au goût local, notamment du point de vue architectural (p. 173 notamment).

Les convergences turco-soviétiques dans le domaine de l'économie ne doivent pas masquer l'existence de profondes différences entre les conceptions soviétiques, et en particulier l'abolition de la propriété privée, et celles du gouvernement kémaliste. Par ailleurs, il a été souligné par des travaux récents que l'emprise exercée par les puissances européennes, et en particulier par les intérêts financiers occidentaux et leurs grandes sociétés transnationales, dans les dernières décennies de l'Empire ottoman, ne semble pas avoir totalement ni immédiatement cessé à l'avènement du régime républicain.³

L'auteur affirme en épilogue que l'internationalisme étatiste russo-turc a survécu, sous d'autres formes, à la période de la guerre froide : « If we look past Turkey's formal membership in an anti-Soviet military alliance, we find that statist internationalism in fact continued along the Soviet-Turkish axis. The superpower competition of the Cold War did not entirely subsume older international hierarchies, and US economic hegemony and political prescriptions gradually rekindled a version of the interwar cooperation ». Une telle affirmation (développée p. 201-202), qui paraîtra contre-intuitive à beaucoup, mériterait certainement d'être examinée plus attentivement.

PIERRE-EMMANUEL DUPONT

² Sur cet accord, on peut consulter Erdal BILGİÇ, "1927 The Trade Agreement between Soviet Union and Turkey: A Milestone in Economic Relationship?", in *Journal Of Modern Turkish History Studies* [Çağdaş Türkiye Tarihi Araştırmaları Dergisi], XXI/42 (2021), p. 237-267.

³ V. par exemple U. ÖZSU, "Fabricating Fidelity: Nation-Building, International Law, and the Greek-Turkish Population Exchange", *Leiden Journal of International Law*, 24(4) (2011), p. 823-847: "Indeed, it has been maintained that, despite having secured its political independence, Turkey was in some respects 'one of the few countries where "Open Door" conditions actually held', at least for a limited period after 1923".